



CHAPITRE 124

CHAPTER 124

Loi constituant en corporation la ville de
Hauterive

An Act to incorporate the "Town of
Hauterive"

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préam-
bule.

ATTENDU que J.-Henri Fortier, propriétaire d'autobus, Rousseau Lepage, garagiste, Ephrem Lebreux, agent, Édouard Couture, commis et Donat Bergeron, commis, tous de Baie Comeau, comté de Saguenay, ont, par leur pétition, représenté:

Que le 10 mars 1949 a été sanctionnée la Loi favorisant le progrès paroissial, municipal et scolaire dans le comté de Saguenay (13 George VI, chapitre 7);

Que ladite loi a été passée par la Législature de la province de Québec, pour permettre l'établissement de la municipalité de Hauterive où se trouvera le siège de la Corporation épiscopale du golfe Saint-Laurent;

Qu'un grand nombre de personnes ont déjà manifesté le désir de résider dans cette municipalité comme propriétaires, locataires ou commerçants;

Que le territoire de la municipalité projetée se trouve à proximité de l'aéroport de Baie Comeau qui connaît des développements de plus en plus considérables et est fréquenté par un public voyageur de plus en plus nombreux;

Que le territoire de la municipalité projetée est situé à environ cinq milles de la ville de Baie-Comeau, et qu'un grand nombre de résidents de cette dernière ville projettent d'habiter la nouvelle municipalité, comme conséquence du développement de ladite ville de Baie-Comeau;

WHEREAS J. Henri Fortier, autobus owner, Rousseau Lepage, garage owner, Ephrem Lebreux, agent, Édouard Couture, clerk, and Donat Bergeron, clerk, all of Baie Comeau, county of Saguenay, have, by their petition, represented:

That on March 10th, 1949, the Act to promote parochial, municipal and school progress in the county of Saguenay, (13 George VI, chapter 7) was sanctioned;

That the said act was passed by the Legislature of the Province of Quebec, to permit the establishment of the municipality of Hauterive where the see of the Episcopal Corporation of the Gulf of St. Lawrence located is to be erected;

That a large number of persons have already manifested the desire to reside in such municipality as proprietors, lessees or merchants;

That the territory of the proposed municipality is located close to the airport of Baie Comeau which is experiencing ever greater developments and is frequented by a travelling public in ever increasing numbers;

That the territory of the proposed municipality is situated about five miles from the town of Baie Comeau, and a large number of residents of the latter town propose residing in the new municipality, as a result of the development of the said town of Baie Comeau;

Que des services d'aqueduc, d'éclairage et d'égouts seront installés, et que d'autres services, indispensables pour faire de la ville projetée une ville moderne et assurer le bien-être de ses habitants, y seront établis;

Que vu les circonstances dans lesquelles ledit territoire sera érigé en municipalité de ville, et vu sa situation, il convient d'apporter certaines dispositions spéciales dérogeant à la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233);

Qu'en conséquence, il est à propos d'ériger le territoire ci-après décrit en municipalité de ville;

Attendu qu'une demande à cette fin est contenue dans la pétition; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande des pétitionnaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre
abrégé.

1. La présente loi sera citée sous le titre de "Charte de la ville de Hauterive".

Terri-
toire
compris.

2. La ville de Hauterive comprend un territoire situé dans le canton Laflèche, comté de Saguenay; décrit comme suit:

Un territoire comprenant les blocs numéros 7 et F (prime) du canton de Laflèche, plus spécialement décrit comme suit:

Partant du point d'intersection de la route nationale avec la ligne est du lot 1 du rang I et de là suivant les lignes et démarcation suivantes: la route nationale jusqu'à la rivière Amédée, cette dernière vers l'aval jusqu'à la ligne ouest du lot F du rang I; ladite ligne ouest en entier, la ligne sud du bloc 7, la ligne est du lot 1 du rang I jusqu'au point de départ. Le tout tel que figuré par un liséré rouge sur la copie ci-annexée d'un plan préparé par l'arpenteur Paul Lachance, en date du 17 janvier 1950.

Le tout avec les subdivisions actuelles et futures, lots, parties de lots, chemins, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, à être érigé, pour les fins municipales, sous

That waterworks, lighting and sewerage services will be installed, and other services, indispensable for making the proposed town a modern one and securing the welfare of its inhabitants, will be therein established;

That in view of the circumstances in which the said territory shall be erected into a town municipality, and because of its situation, it is expedient to make certain special provisions derogating from the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233);

That as a consequence, it is expedient to erect the hereinafter described territory into a town municipality;

Whereas a prayer for such purpose is contained in the petition; and

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioners;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act shall be cited under the Short title of "Charter of the town of Haute- title. rive".

2. The town of Hauterive shall comprise a territory, situated in the township of Laflèche, county of Saguenay, described as follows: Territory compris- ed.

A territory comprising blocks numbers 7 and F (prime) of the township of Laflèche, more particularly described as follows:

Starting from the point of intersection of the national highway with the east line of lot 1 of range I and thence along the following lines and bounds: the national highway to the river Amédée, the latter downstream to the west line of lot F of range I; the whole said west line, the south line of block 7, the east line of lot 1 of range I to the starting point. The whole as represented by a red marking on the hereto attached copy of a plan prepared by Paul Lachance, surveyor, dated January 17th, 1950.

The whole with the present and future subdivisions, lots, parts of lots, roads, rivers, water-courses or parts thereof comprised within the above described boundaries, to be erected, for municipal

	le nom de municipalité de la ville de Hauterive.	purposes, under the name of the municipality of the town of Hauterive.	
Plan.	Le tout tel que montré sur le plan déposé au département des terres et forêts, préparé par l'arpenteur Paul Lachance, en date du 17 janvier 1950".	The whole as shown on the plan deposited in the Department of Lands and Forests, prepared by Paul Lachance, land surveyor, dated January 17th, 1950."	Plan.
Corporation constituée.	3. Les habitants et contribuables du territoire mentionné dans l'article 2, ainsi que tous ceux qui se joindront à eux, ou leur succéderont, ou y deviendront habitants, sont constitués en corporation de ville sous le nom de ville de Hauterive.	3. The inhabitants and retepayers of the territory mentioned is section 2, as well all those who will join them, or succeed them, or become inhabitants thereof, are constituted into a town corporation under the name of town of Hauterive.	Incorporation.
Nom.			Name.
Dispositions applicables.	4. La corporation sera régie par la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) et ses amendements, sauf les articles et les cas auxquels la présente loi déroge spécialement, ou les dispositions incompatibles qu'elle peut contenir.	4. The corporation shall be governed by the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) and its amendments, except the sections and the cases from which this act specially derogates, or the inconsistent provisions which it may contain.	Provisions to apply.
Un seul quartier.	5. La ville ne comprendra qu'un seul quartier, mais le conseil pourra, en aucun temps, la diviser en plusieurs quartiers, en se conformant aux prescriptions de la loi en pareil cas.	5. The town shall comprise only one ward, but the council may, at any time, divide it into several wards, by complying with the provisions of the law in such case.	One ward only.
Dispositions non applicables.	6. Les articles 17, 18, 19, 20 et 21 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Hauterive.	6. Sections 17, 18, 19, 20 and 21 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive.	Provisions not to apply.
S.R., c. 233, a. 22, remp. pour la ville.	7. L'article 22 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:	7. Section 22 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:	R.S., c. 233, s. 22, replaced for town.
Première séance du conseil.	"22. La première séance générale du conseil sera tenue à la date et à l'endroit déterminés par le ministre des affaires municipales. Jusqu'à ce que le maire soit élu par le conseil et assermenté, cette séance sera présidée par un échevin choisi parmi les échevins présents."	"22. The first general meeting of the council shall be held on the date and at the place determined by the Minister of Municipal Affairs. Until the mayor is elected by the council and sworn in, such sitting shall be presided over by an alderman chosen from among the aldermen present."	First sitting of council.
Dispositions non applicables.	8. Les articles 23 et 24 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Hauterive.	8. Sections 23 and 24 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive.	Provisions not to apply.
S.R., c. 233, a. 47, remp. pour la ville.	9. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:	9. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:	R.S., c. 233, s. 47, replaced for town.
Composition.	"47. Le conseil municipal sera composé d'un maire et de six échevins élus pour la période et de la manière ci-après prescrite."	"47. The municipal council shall be composed of a mayor and six aldermen elected for the period and in the manner hereinafter prescribed."	Composition.

Disposi-
tions tem-
poraires.

10. Les articles 48 et 49 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Hauterive jusqu'au premier jour juridique de février 1953, et durant cette période les dispositions suivantes s'appliqueront à ladite ville:

a) Les personnes suivantes: J.-Henri Fortier, propriétaire d'autobus, Rousseau Lepage, garagiste, Éphrem Lebreux, agent, Édouard Couture, commis, Donat Bergeron, commis, de Baie Comeau, ainsi que Gilbert Moffat, inspecteur et Léo Tremblay, contremaitre, tous deux demeurant à Hauterive, comté de Saguenay, ainsi que leurs successeur ou successeurs, tel que prévu par la présente loi, seront membres du conseil municipal de la ville de Hauterive jusqu'au premier jour juridique de février 1953 ou 1955, selon le cas, en conformité des dispositions des paragraphes e et f du présent article;

b) A la première séance, les membres dudit conseil municipal choisiront parmi eux celui qui remplira les fonctions de maire, jusqu'au premier jour juridique de février 1955;

c) Jusqu'au premier jour juridique de février 1953, les membres du conseil ne seront pas tenus de résider ni d'avoir une place d'affaires dans les limites de la municipalité;

d) Si durant cette période de temps la charge de maire devient vacante ou s'il se produit une vacance dans la charge d'échevin, le conseil par résolution, à sa première séance suivant cette vacance, nommera un maire ou un échevin, selon le cas, lequel ne sera pas tenu de résider ni d'avoir une place d'affaires dans les limites de la municipalité;

e) A une séance du conseil, tenue au cours du mois de décembre 1952, trois échevins seront désignés par tirage au sort pour être remplacés par l'élection de trois nouveaux membres du conseil élus à la première élection générale qui aura lieu le premier jour juridique de février 1953. Si ce tirage au sort n'a pas été fait, tel que ci-dessus mentionné, il le sera par l'officier-rapporteur le jour précédent celui de la publication de l'avis d'élection, après avis donné aux membres du conseil.

f) Le premier jour juridique de février 1955, une autre élection générale aura lieu

10. Sections 48 and 49 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953, and during this period the following provisions shall apply to the said town:

Tempora-
ry provi-
sions.

a. The following persons: J. Henri Fortier, autobus owner, Rousseau Lepage, garage owner, Éphrem Lebreux, agent, Édouard Couture, clerk, Donat Bergeron, clerk of Comeau Bay, as well as Gilbert Moffat, inspector, and Léo Tremblay, foreman, both residing in Hauterive, county of Saguenay, as well as their successor or successors, as provided for by this act, shall be members of the municipal council of the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953 or 1955, as the case may be, in conformity with the provisions of paragraphs e and f of this section;

b. At the first sitting, the members of the said municipal council shall choose from among themselves the one who shall fulfill the duties of mayor until the first juridical day of February, 1955;

c. Until the first juridical day of February, 1953, the members of the council shall not be bound to reside nor to have a place of business within the limits of the municipality;

d. If during such period of time the office of mayor should become vacant or should any vacancy occur in the office of alderman, the council shall by resolution, at its first sitting following such vacancy, appoint a mayor or an alderman, as the case may be, who shall not be bound to reside or have a place of business within the limits of the municipality;

e. At a sitting of the council, held during the month of December, 1952, three aldermen shall be designated by lot to be replaced by the election of three new members of the council elected at the first general election which shall be held on the first juridical day of February, 1953. If such drawing by lot has not been made, as above mentioned, it shall be so made by the returning officer on the day preceding that of the publication of the election notice, after notice having been given to the members of the council.

f. On the first juridical day of February, 1955, another general election shall be

pour remplacer les trois échevins qui seront restés en fonction et le maire, de manière qu'à chaque seconde année successive par la suite, trois ou quatre membres du conseil, selon le cas, soient élus. Ces élections se feront conformément à la Loi des cités et villes.

held to replace the three aldermen who shall have remained in office and the mayor, in such way that at each second successor's year following, three or four members of the council, as the case may be, be elected. Such elections shall be held in accordance with the Cities and Towns Act.

S.R.,
c. 233,
a. 50,
remp.
pour la
ville.

Fin du
terme
d'office.

11. L'article 50 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

11. Section 50 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 50, re-
placed for
town.

"50. Le terme d'office du maire expire lorsque le nouveau maire est assermenté, et celui de chaque échevin sortant expire à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil, tenue après l'élection de son successeur."

"50. The term of office of the mayor shall expire when the new mayor is sworn in, and that of each outgoing alderman shall expire at the opening of the first general or special sitting of the council, held after the election of his successor."

End of
term of
office.

S.R.,
c. 233,
a. 56,
remp.
pour la
ville.

Rempla-
cement du
maire.

12. L'article 56 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

12. Section 56 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 56, re-
placed for
town.

"56. Si la charge de maire devient vacante, le greffier de la municipalité doit, dans les huit jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des échevins pour remplir les fonctions de maire, pendant le reste du terme d'office, et le conseil à cette assemblée doit faire cette élection."

"56. If the office of mayor becomes vacant, the clerk of the municipality must, within the eight days following such vacancy, call a meeting of the council for the purpose of electing one of the aldermen to discharge the functions of mayor, during the remainder of the term of office, and the council at such meeting shall make such election."

Replacing
mayor.

Disposi-
tion tem-
poraire.

13. Le paragraphe 2° de l'article 60 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Hauterive, jusqu'au premier jour juridique de février 1953.

13. Paragraph 2 of section 60 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive, until the first juridical day of February, 1953.

Tempora-
ry provi-
sion.

S.R.,
c. 233,
a. 61,
remp.
pour la
ville.

Rempla-
cement
d'éche-
vins.

14. L'article 61 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Hauterive jusqu'au premier jour juridique de février 1953, et après cette date, il sera remplacé, pour ladite ville, par le suivant:

14. Section 61 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953, and after that date, it shall be replaced for the said town by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 61, re-
placed for
town.

"61. S'il survient une vacance dans la charge d'échevin, le conseil, à sa prochaine assemblée générale ou spéciale, doit élire une personne ayant l'habileté voulue pour remplir cette vacance jusqu'à l'élection générale suivante. A cette élection générale, il doit être élu un échevin pour continuer le terme d'office non expiré de

"61. Should a vacancy occur in the office of alderman, the council, at its next general or special meeting, must elect a person having the qualifications required for fulfilling such vacancy until the following general election. At this general election, an alderman must be elected to continue the unexpired term of office of

Replacing
aldermen.

chaque échevin dont la charge est ainsi devenue vacante.

Résignation de la majorité.

Si la majorité des membres du conseil offrent à la fois leur démission de sorte que le conseil ne puisse plus siéger et accepter les démissions faute de quorum, les charges des démissionnaires deviennent vacantes, et il est du devoir du greffier d'en informer immédiatement le lieutenant-gouverneur en conseil. Celui-ci peut alors ordonner qu'une élection soit tenue pour le choix des échevins qui devront remplir les vacances. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe un jour pour la nomination des candidats ainsi que pour l'élection au cas d'opposition.

Élection ordonnée.

Secrétaire d'élection.

Dix jours au moins avant le jour fixé pour la nomination des candidats, le greffier de la municipalité, par une commission sous sa signature et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection, et donner l'avis public prescrit par l'article 179 et rédigé suivant la formule 7.

Avis.

Procédure.

Pour le surplus, la nomination et l'élection se font de la manière prescrite pour les élections générales, et la personne élue reste en fonction jusqu'à l'expiration du terme d'office de l'échevin qu'elle a remplacé.

Dispositions applicables.

Les dispositions des trois alinéas précédents s'appliquent dans tous les cas où le conseil ne peut siéger plus longtemps, par suite des vacances dans les charges d'échevins, survenues pour quelque cause que ce soit, sous la réserve des dispositions de l'article 195.

Conseil provisoire.

A la suite de la résignation de la majorité des membres du conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, au lieu d'ordonner la tenue d'une élection, nommer un nombre suffisant de personnes pour former un quorum, lesquelles demeurent en fonction jusqu'à ce que les vacances ainsi produites aient été remplies lors de la prochaine élection générale; mais toutes les procédures faites par ce conseil provisoire sont sujettes à l'approbation du ministre des affaires municipales."

Dispositions temporaires.

15. L'article 63 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Hauterive jusqu'au premier jour juridique de février 1953, et durant cette

each alderman whose office has thus become vacant.

If the majority of the members of the council tender their resignation at the same time, so that the council can no longer sit and accept the resignations for want of a quorum, the offices of those resigning shall become vacant, and it shall be the duty of the clerk to immediately inform the Lieutenant-Governor in Council of the fact. The latter may then order that an election be held for the choice of the aldermen who shall fill the vacancies. The Lieutenant-Governor in Council shall fix a day for the nomination of candidates as well as for the election in the event of opposition.

If majority resign.

Order for election.

At least ten days before the day fixed for the nomination of candidates, the clerk of the municipality, by a commission under his hand and according to form 5, shall appoint an election clerk, and give the public notice prescribed by section 179 and drawn up according to form 7.

Election clerk.

Notice.

In other respects, such nomination and election shall be held as in the case of general elections, and the person elected shall hold office until the expiration of the term of office of the alderman whom he has replaced.

Procedure.

The provisions of the three preceding paragraphs shall apply in all cases where the council can no longer sit on account of vacancies in the offices of aldermen for any reason whatsoever, subject to the provisions of section 195.

Provisions applicable.

Following the resignation of the majority of the members of the council, the Lieutenant-Governor in Council may, instead of ordering the holding of an election, appoint a sufficient number of persons to form a quorum, who shall remain in office until the vacancies, so created, have been filled at the time of the next general election; but all proceedings done by such temporary council shall be subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs."

Temporary council.

15. Section 63 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953, and during this period, the

Temporary provisions.

période les dispositions suivantes s'appliqueront à ladite ville:

Serment.

"Le maire et les échevins prêtent le serment d'office dans le délai fixé par le ministre des affaires municipales. Néanmoins, sans préjudice des frais de toutes poursuites judiciaires intentées contre lui, le maire ou l'échevin qui a négligé de prêter serment dans le délai prescrit, aussi longtemps que la vacance qui s'est produite par sa négligence n'est pas remplie, peut prêter le serment requis et exercer ses fonctions."

Disposition non applicable.

16. Le deuxième alinéa de l'article 64 de la Loi des cités et villes, tel que modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39, ne s'applique pas à la ville de Hauterive.

S.R., c. 233, a. 108, remp. pour la ville.
Gérant.

17. L'article 108 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

"**108.** Le conseil peut par résolution nommer un officier appelé gérant, qui sera l'officier exécutif de la municipalité et qui aura pour fonction de surveiller et de diriger, sous le contrôle du conseil, les affaires de la municipalité, et les travaux qu'elle fait exécuter; ce gérant devra être citoyen canadien."

Dispositions non applicables.

18. Les articles 110, 111, 118, 119, 120 et 121 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Hauterive.

S.R., c. 233, a. 117, remp. pour la ville.
Durée d'office, etc.

19. L'article 117 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

"**117.** Le gérant reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, quelle que soit la période pour laquelle il est nommé, cependant il ne peut être destitué et son traitement ne peut être diminué que par une résolution adoptée à la majorité absolue des membres, et cette résolution n'a d'effet qu'après avoir reçu l'approbation du ministre des affaires municipales."

Assistant-gérant.

20. Le conseil peut nommer un assistant-gérant, dont le devoir consiste à aider le gérant, sous sa surveillance et sous sa

following provisions shall apply to the said town:

"The mayor and aldermen shall take the oath of office within the delay fixed by the Minister of Municipal Affairs. Nevertheless, without prejudice to the costs of any judicial proceedings instituted against him, the mayor or alderman who has neglected to take the oath within the prescribed delay, may, so long as the vacancy that has arisen through his negligence is not filled, take the required oath, and exercise his functions."

Oath.

16. The second paragraph of section 64 of the Cities and Towns Act, as amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39, shall not apply to the town of Hauterive.

Provision not to apply.

17. Section 108 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:

S.R., c. 233, s. 108, replaced for town.

"**108.** The council may, by resolution, appoint an officer called manager, who shall be the executive officer of the municipality and whose duties shall be to supervise and direct, under the control of the council, the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out. This manager must be a Canadian citizen."

Manager.

18. Sections 110, 111, 118, 119, 120 and 121 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive.

Provisions not to apply.

19. Section 117 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:

S.R., c. 233, s. 117, replaced for town.

"**117.** The manager shall remain in office during the pleasure of the council, whatever be the period for which he is appointed, however he may not be dismissed nor may his salary be reduced except by a resolution passed by the absolute majority of its members, and such resolution shall have effect only after having received the approval of the Minister of Municipal Affairs."

Term of office, etc.

20. The council may appoint an assistant manager, whose duty shall consist in aiding the manager, under his super-

Assistant manager.

direction; et si le gérant est absent, incapable, ou dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, ou si la charge de gérant devient vacante, l'assistant-gérant remplira les devoirs de cette charge, avec les mêmes droits, pouvoirs, privilèges et obligations et sous les mêmes pénalités que ceux et celles prescrits par la loi pour cette fonction.

Destitu-
tion, etc. Le conseil peut, par simple résolution, destituer l'assistant-gérant ou diminuer sa rémunération.

Vacan-
ces. Si les charges de gérant et d'assistant-gérant deviennent vacantes en même temps, le maire, jusqu'à la nomination d'un nouveau gérant, en exerce tous les pouvoirs et en remplit tous les devoirs.

S.R.,
c. 233,
a. 123,
am. pour
la ville. **21.** Le paragraphe 8° de l'article 123 de la Loi des cités et villes, tel que modifié par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 52, ne s'appliquera pas à la ville de Hauterive jusqu'au premier jour juridique de février 1953, et après cette date il sera remplacé, pour ladite ville, par le suivant:

Résiden-
ce, etc. "8° Quiconque n'a pas sa résidence ou une place d'affaire dans la municipalité. Nonobstant les dispositions de l'article 122 et celles du présent paragraphe, toute personne qui n'a pas sa résidence ou une place d'affaire dans la municipalité peut être nommée à une charge municipale autre que celle de maire et d'échevin;"

Disposi-
tion tem-
poraire. **22.** Les articles 124, 126 et 127 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Hauterive jusqu'au premier jour juridique de février 1953.

S.R.,
c. 233,
a. 128,
remp.
pour la
ville.
Elec-
teurs: **23.** L'article 128 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

"**128.** 1. Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans révolus, citoyens canadiens, et qui ne sont frappés d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la présente loi ou de la charte, sont électeurs et sont inscrits sur les listes des électeurs, savoir:

Proprié-
taires. a) toutes personnes inscrites sur le rôle d'évaluation en vigueur, comme propriétaires ou occupants de bonne foi de biens-

vision and under his direction; and if the manager be absent, incapable or in the impossibility of discharging his duties, or if the office of manager become vacant, the assistant manager shall discharge the duties of such office, with the same rights, powers, privileges and obligations and under the same penalties as those prescribed by law for such office.

The council may, by mere resolution, dismiss the assistant manager or reduce his remuneration. Dismissal,
etc.

If the offices of manager and assistant manager become vacant at the same time, the mayor shall exercise all the powers and fulfill all the duties of same until the appointment of a new manager. Vacancies.

21. Paragraph 8 of section 123 of the Cities and Towns Act as amended by section 3 of the act 9 George VI, chapter 52, shall not apply to the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953, and after that date it shall be replaced, for the said town, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 123,
am. for
town.

"8. Anyone who has neither his residence or a place of business in the municipality. Notwithstanding the provisions of section 122 and those of this paragraph, any person not having his residence or place of business in the municipality, may be appointed to any municipal office other than that of mayor or alderman;" Residence,
etc.

22. Sections 124, 126 and 127 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953. Temporary provision.

23. Section 128 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 128, re-
placed, for
town.

"**128.** 1. The following persons, if of the full age of twenty-one years, Canadian citizens, and not legally disqualified nor otherwise deprived of the right to vote in virtue of this act or of the charter, shall be electors, and shall be entered on the electoral lists, to wit: Electors:

a. All persons whose names are entered on the valuation roll in force as *bona fide* owners or occupants of immovable prop- Owners or
occupants.

fonds, dans la municipalité, d'une valeur de deux cents dollars ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de vingt dollars ou au-dessus, telle que portée audit rôle d'évaluation. Dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale.

Compagnies, etc.

Les compagnies ou corporations peuvent être inscrites sur la liste des électeurs en raison des immeubles possédés par chacune d'elles respectivement et assujetties à la cotisation générale ou spéciale, d'une valeur suffisante pour conférer le cens électoral à un électeur municipal et ont droit de voter en leur nom par l'entremise d'un représentant de la compagnie ou de la corporation, autorisé à cet effet par une résolution dont copie doit être produite chez le secrétaire-trésorier de la ville, avant le jour de la votation. Elles peuvent exercer ce droit de vote à l'élection d'échevins, dans tous les quartiers où elles payent des taxes, pourvu que le représentant soit directeur ou employé de la compagnie et citoyen canadien. Dans le cas d'une élection à la mairie, le représentant ne pourra voter qu'une fois;

Locataires;

b) Toute personne, tenant feu et lieu dans la municipalité, en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire de maison d'habitation, ou de partie de maison d'habitation, dans le quartier pour lequel la liste est faite, d'une valeur de deux cents dollars, ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de vingt dollars ou au-dessus, d'après ledit rôle;

Locataires de magasin, etc.

c) Toute personne, n'étant pas propriétaire et ne tenant pas feu et lieu, qui est inscrite sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur, comme locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique d'un bureau ou place d'affaire, dans la municipalité; pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires ou la part que cette personne y possède comme associée, soit estimée à une valeur réelle d'au moins deux cents dollars ou à une valeur annuelle d'au moins vingt dollars, suivant le rôle d'évaluation ou de perception.

Exception.

2. Néanmoins, le cens électoral accordé au coassocié ou au locataire par la disposition précédente ne s'étend pas aux mem-

erty in the municipality, of the value of two hundred dollars or upwards, or of the annual value of twenty dollars or upwards, according to said roll. In cases where such property is held in usufruct, the name of the usufructuary shall alone be entered on the electoral list.

Companies or corporations may be entered on the electoral list by reason of the immoveables held by each of them respectively and subject to the general or special assessment, of a sufficient valuation to confer the right to vote upon a municipal elector, and shall be entitled to vote in their name through a representative of the company or corporation authorized to that effect by a resolution, a copy whereof must be filed with the secretary-treasurer of the town before polling-day. They may exercise such right to vote at the election of aldermen, in every ward in which they pay taxes, provided their representative be a director or an employee of the company and a Canadian citizen. In the case of an election for mayor, the representative can vote only once;

Compagnies, etc.

b. Every person, being a resident householder in the municipality under a lease, whose name is entered on the collection roll in force as tenant of a dwelling-house or part of a dwelling-houses in the ward for which the list is made, of the value of two hundred dollars or upwards or of the annual value of twenty dollars or upwards, according to such roll;

Tenants of dwellings.

c. Every person, though neither owner nor householder, who is entered on the valuation roll or collection roll in force, as the tenant of any store, counting-house, shop, office, or place of business in the municipality; provided that such store, counting-house, shop, office or place of business, or the share which such person owns therein as partner, be assessed at an actual value of at least two hundred dollars, or at a yearly assessed value of at least twenty dollars, according to the valuation or collection roll.

Tenants of stores, etc.

2. Nevertheless, the qualification granted by the foregoing provision to co-partners or tenants shall not extend to mem-

Exception.

bres d'associations de personnes se servant de ces propriétés pour des fins sociales, d'éducation, de philanthropie et autres de même nature.

Copro-
priétaires,
etc.

3. Quand deux ou plusieurs personnes sont copropriétaires ou colocataires ou occupants de terrains ou de bâtiments portés au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes en vigueur à une valeur réelle ou annuelle suffisante pour attribuer à chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces copropriétaires, colocataires ou occupants est électeur, et doit être inscrit comme tel sur la liste."

Disposi-
tions non
applica-
bles.

24. Les dispositions de l'article 135 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Hauterive avant le 1er janvier 1952.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.

25. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

Date des
élections,
échevins.

"**173.** Les élections générales pour remplacer les échevins dont le terme d'office est expiré ont lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février, conformément aux dispositions ci-après.

Id., maire.

Les élections générales pour remplacer le maire ont lieu à la même date, tous les quatre ans.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes sur requête du conseil, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats.

Procédu-
re.

Les procédures et les avis sur cette demande sont autant que possible les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes, en vertu des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature."

S.R.,
c. 233,
a. 173a,
ab. pour
la ville.
S.R.,
c. 233,
aa. 175,
179, 181,
remp. pour
la ville.

26. L'article 173a de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est abrogé, pour la ville de Hauterive.

27. Les articles 175, 179 et 181 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville de Hauterive, par les suivants:

bers of associations of persons using or holding the premises for social, educational, philanthropic, and other similar objects.

3. When two or more persons are joint owners, joint tenants or joint occupants of land or buildings estimated on the valuation or collection roll in force at a real or annual value sufficient to qualify each for electoral purposes, each of such joint owners, joint tenants and joint occupants shall be qualified as an elector and shall be entered on the electoral list."

Joint
owners,
etc.

24. The provisions of section 135 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive before the 1st of January, 1952.

Provi-
sions not
to apply.

25. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173, re-
placed for
town.

"**173.** The general elections to replace aldermen whose term of office has expired shall be held every two years, on the first juridical day of February in accordance with the provisions hereinafter contained.

Date of e-
lection for
aldermen.

The general elections to replace the mayor shall be held on the same date, every four years.

Id., for
mayor.

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

Change.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of the Cities and Towns Act.

Proceed-
ings.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the statutes passed at the then next session of the Legislature."

Notice.

26. Section 173a of this Cities and Towns Act, enacted by section 2 of the act 8 George VI, chapter 39 is repealed, for the town of Hauterive.

R.S.,
c. 233,
s. 173a, re-
pealed for
town.

27. Sections 175, 179 and 181 of the Cities and Towns Act are replaced, for the town of Hauterive, by the following:

R.S.,
c. 233,
ss. 175,
179, 181,
replaced
for town.

Secrétaire d'élection.

"175. Dix jours avant le vingtième jour de janvier, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps, pendant l'élection nommer, de la même manière un autre secrétaire d'élection, si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

Avis de l'élection.

"179. Huit jours au moins avant le vingtième jour de janvier, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

Date.

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le vingtième jour de janvier de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

Disposition temporaire.

28. Les articles 345 et 346 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas, à la ville de Hauterive, jusqu'au premier jour juridique de février 1953, et durant cette période la disposition suivante s'appliquera:

Assemblées.

"Le conseil s'assemble aux jours et heures fixés par résolution."

S.R., c. 233, a. 352a, aj. pour la ville.

29. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Hauterive, en ajoutant après l'article 352, le suivant:

Avis au gérant.

"352a. Le gérant doit être averti des séances du conseil par un avis semblable à celui qui est envoyé à ses membres, et aucune séance ne peut être légalement tenue, à moins qu'un avis n'en ait été donné au gérant, dans tous les cas où un membre du conseil doit en être averti."

"175. At least ten days before the twentieth day of January, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform the duties assigned to him."

Election clerk.

"179. At least eight days before the twentieth day of January, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

Notice of election.

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. The appointment of the election clerk."

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the twentieth of January, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date and during the same hours."

Date.

28. Sections 345 and 346 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Hauterive until the first juridical day of February, 1953, and during this period, the following provision shall apply:

Temporary provision.

"The council shall meet on the days and at the hours fixed by resolution."

Meetings.

29. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Hauterive, by adding after section 352, the following:

R.S., c. 233, s. 352a, added for town.

"352a. The manager must be notified of the sittings of the council by a notice similar to that which is sent to its members, and no sitting can be legally held, unless a notice of same has been given to the manager, in all cases where a member of the council must have notice thereof."

Notice to manager.

Assistance
remplace avis.

Le fait d'assister à une séance du conseil constitue une renonciation au droit d'avis, et remédie à tout défaut ou toute défectuosité de signification d'avis à une personne qui y assiste.

Idem.

Si tous les membres du conseil et le gérant, s'il en a été nommé un, sont présents à une assemblée spéciale, toute affaire, spécifiée ou non dans l'avis de convocation, peut être prise en considération du consentement de tous les membres du conseil et du gérant."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

30. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Hauterive, en ajoutant après le paragraphe 11°, le paragraphe suivant:

Enlèvement
des vidanges.

"11°a Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges, déchets, cendres et immondices dans la ville, prescrire le genre de boîtes à vidanges ou poubelles dans lesquelles ils doivent être déposés."

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la ville.

31. L'article 428 de la Loi des cités et villes, tel que modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 57, par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 59 et par l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est modifié, pour la ville de Hauterive, en ajoutant les paragraphes suivants:

Commerces.

"11° Pour limiter le nombre des maisons de commerce d'une même catégorie;

Maisons
de désordre.

"12° Pour ordonner que toute bâtisse, construction, abri, appenti, hangar ou autre bâtiment, sous quelque nom qu'il soit connu ou désigné, fixé au sol ou portatif, construit, érigé, ou placé à la surface, au-dessus ou au-dessous du sol, en permanence ou temporairement, dans les limites de la municipalité, employé pour vendre, transporter, garder ou délivrer des liqueurs alcooliques contrairement aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques, (Statuts refondus, 1941, chapitre 255), ou à la Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1941, chapitre 256), ou de toute autre loi concernant les objets susdits, seront réputés maisons de désordre, auxquelles s'appliquera la Loi des maisons de désordre (Statuts refondus, 1941, chapitre 50);

Heures de
danse, etc.

"13° Pour déterminer les heures de danse, dans les salles de danse, les cafés, les restaurants, les auberges et les grills;

The fact of attending a sitting of the council constitute a renunciation of the right to a notice, and corrects any default or any defect of service of the notice on a person attending thereat.

Attending
replaces
notice.

If all the members of the council and the manager, if one has been appointed, be present at a special meeting, all business specified or not in the notice of a meeting, may be taken into consideration with the consent of all the members of the council and of the manager."

Idem.

30. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Hauterive, by adding after paragraph 11, the following paragraph:

S.R.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"11a. To provide for the removal of garbage, refuse ashes and offal in the town, prescribe the kind of garbage cans or refuse bins into which they must be deposited."

Garbage
removal.

31. Section 428 of the act, amended by section 2 of the act 6 George VI, chapter 57, by section 6 of the act 11 George VI, chapter 59 and by section 9 of the act 12 George VI, chapter 29, is amended, for the town of Hauterive, by adding the following paragraphs:

S.R.,
c. 233,
s. 428,
am. for
town.

"11. To limit the number of commercial establishments of the same kind;

Trades.

"12. To order that any building, construction, shelter, lean-to, shed or other structure, under whatever name, known or designated, fixed to the soil or portable, constructed, erected or placed on the surface, above or under the soil permanently or temporarily, within the limits of the municipality, used to sell, transport, keep or deliver alcoholic liquor, contrary or to the provisions of the Alcoholic Liquor Act (Revised Statutes, 1941, chapter 255) of the Alcoholic Liquor Possession and Transportation Act (Revised Statutes, 1941, chapter 256) or to any other act respecting the aforesaid objects, shall be deemed disorderly houses to which shall apply the Disorderly House Act (Revised Statutes, 1941, chapter 50);

Disorderly
houses.

"13 To fix the hours for dancing, in dance halls, cafés, restaurants, inns and grills; to order their closing between mid-

Hours for
dancing,
etc.

pour ordonner leur fermeture entre minuit et six heures du matin; pour imposer à ces établissements l'obligation de prendre un permis ou licence sur paiement d'une somme de cent dollars, en sus d'autres taxes et licences."

night and six o'clock in the morning; to impose on these establishments the obligation of procuring a permit or licence on payment of a sum of one hundred dollars, in addition to other taxes and licenses."

S.R.,
c. 233,
a. 531,
remp.
pour la
ville.
Subdivi-
sions non
enregist-
rées.

32. L'article 531 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Hauterive, par le suivant:

"**531.** Tant que la subdivision d'une propriété n'a pas été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où cette propriété est située, les estimateurs peuvent l'évaluer comme un seul immeuble, sans tenir compte de la subdivision, et il est loisible, sans tenir compte de la subdivision, à la municipalité de prélever la taxe sur la totalité ou sur les parties de cette propriété; si, au contraire, la subdivision a été enregistrée, il est du devoir des estimateurs d'évaluer séparément chaque lot suivant son évaluation, pourvu toutefois, que les estimateurs puissent évaluer l'ensemble de tous les lots vacants dans une subdivision enregistrée, qui sont en la possession d'un même propriétaire et que la corporation puisse imposer la taxe sur l'ensemble de ces lots vacants possédés par le même propriétaire."

32. Section 531 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Hauterive, by the following:

"**531.** Whenever the subdivision of any property has not been registered in the registry office for the registration division within which such property is situated, the assessors may assess it as a whole, without taking any notice of the subdivision, and the municipality may, without taking any notice of the subdivision, levy the tax on the whole or on any part of such property; but if, on the contrary, the subdivision has been registered, the assessors shall assess each lot separately, according to its valuation, provided, however, that the assessors may assess the whole of the vacant lots in a registered subdivision, which are owned by the same proprietor, and the corporation may impose the tax on the whole of the vacant lots owned by the same proprietor."

R.S.,
c. 233,
s. 531, re-
placed for
town.

Unregis-
tered sub-
divisions.

Octroi de
franchi-
ses, auto-
risé.

33. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible contenue dans la Loi des cités et villes, la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, ou toute autre loi générale spéciale, la ville de Hauterive, peut, par règlement adopté par son conseil, et qui n'exige pas l'approbation des électeurs:

1. Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège pour une période de pas plus de dix années, afin de construire et maintenir dans les chemins et rues de la municipalité un service d'autobus, et de l'exploiter en faisant circuler des voitures actionnées mécaniquement, soit par l'électricité ou par une autre force motrice, pour le transport des voyageurs, des marchandises ou des deux à la fois;

2. Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège, pour une période de pas plus de dix années, afin de cons-

33. Notwithstanding any contrary or inconsistent provision contained in the Cities and Towns Act, the Municipal Aid Prohibition Act or any other general or special law, the town of Hauterive, may, by by-law passed by its council, and which shall not require the approval of the electors:

1. Grant to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a period not exceeding ten years, of constructing and maintaining, in the roads and streets of the municipality, an autobus service and of operating same by running vehicles mechanically propelled either by electricity or other motive power for the transportation of passengers or merchandise or both;

2. Grant to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a term of not more than ten years, of constructing, maintaining and

Grant of
franchises
author-
ized.

truire, maintenir et exploiter, dans la municipalité un service d'éclairage ou de chauffage au gaz ou à l'électricité, ou au gaz et à l'électricité, ou un service de distribution de force électrique, détaché, ou formant partie du service d'éclairage, et à cette fin, d'ériger, poser et maintenir dans les chemins, rues ou squares publics, des lignes de transmission de force électrique, conduits de gaz, ou les deux, et de fournir à la municipalité ou au public de la municipalité ou aux deux, le gaz ou l'électricité ou les deux à la fois, pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice;

3. Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège, pour une période de pas plus de dix années, afin de construire, maintenir et exploiter, dans la municipalité, des aqueducs, puits, réservoirs et services d'approvisionnement et de distribution de l'eau, avec toutes leurs dépendances et leurs accessoires, pour distribuer l'eau à la municipalité et à ses habitants pour fins publiques, industrielles, domestiques et toutes autres fins, et à cette fin, de construire, et maintenir dans les chemins, rues et squares publics, des aqueducs, conduits d'eau, bornes-fontaines, réservoirs et tous autres appareils convenables s'y rapportant.

Arresta-
tion à vue.

34. Tout constable peut arrêter à vue, toute personne contrevenant à un règlement de la ville, troublant la paix publique, couchée, flânant ou vagabondant le jour ou la nuit dans un lot, un champ, une cour ou autre endroit, logeant ou dormant dans une grange, un hangar ou autre construction inhabitée, ou sous une tente, une charrette, ou autre voiture et ne rendant pas un compte suffisant de sa conduite, de même que toute personne criant, jurant ou faisant du bruit dans une rue ou une voie publique ou autre endroit situé dans les limites de la ville. Toute personne ainsi arrêtée devra être conduite devant tout juge de paix ou magistrat, ayant juridiction, afin d'y être jugée pour cette contravention, et elle ne devra pas être détenue sans mandat, pendant plus de vingt-quatre heures.

Colpor-
teurs, etc.

35. Tout colporteur, marchand ambulant ou personne voyageant de maison en

operating, in the municipality, a lighting or heating system by gas or electricity or by gas and electricity or an electric power distribution system, separate from or forming part of the lighting system, and, accordingly, of erecting, laying and maintaining, in the roads, streets or public squares, electric power transmission lines, gas mains or both and of supplying the municipality or public in the municipality, or both, with gas or electricity or both at the same time for light, heat and power;

3. Grant to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a term of not more than ten years, of constructing, maintaining and operating, in the municipality, water-works, wells, reservoirs and water supply and distribution systems, with all their appurtenances and accessories, to supply water to the municipality and its inhabitants for public, industrial, domestic and all other purposes, and, accordingly, of constructing and maintaining, in the roads, streets and public squares, aqueducts, water pipes, hydrants, reservoirs and all other appliances appropriate thereto.

Arrest on
sight.

34. Every constable may arrest on sight, any person infringing a by-law of the town, disturbing the public peace, lying down, loitering or wandering by day or night on a lot, field, yard or other place, lodging or sleeping in a barn, a shed or other uninhabited building, or under a tent, a cart or other vehicle, and not being able to give a sufficient account for his conduct, as well as any person shouting, swearing or making noise on a street or public road or other place situated within the limits of the town. Every person so arrested shall be brought before any justice of the peace or magistrate, having jurisdiction, to be tried for such infringement and shall not be confined, without warrant, during more than twenty-four hours.

35. Any pedlar, itinerant merchant Pedlars,
or person going from house to house with-
etc.

maison, dans la municipalité, pour vendre ou exposer en vente, des effets ou marchandises ou vendant ces effets, articles ou marchandises dans la rue, qui refusera ou négligera de prendre de la ville, la licence requise en pareil cas, après que demande lui en aura été faite, pourra être arrêté et détenu par tout constable et conduit devant tout juge de paix ou magistrat, ayant juridiction, afin de le poursuivre immédiatement pour cette contravention, mais il ne doit pas être détenu sans mandat d'arrestation pendant plus de douze heures.

Entrée en
vigueur.

36. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

in the municipality, selling or exposing for sale goods or merchandise, or selling such goods or merchandise in the street, refusing or neglecting to procure the license required in such case, after being requested to do so, may be arrested and detained by any constable and brought before any justice of the peace or magistrate, having jurisdiction, to be immediately prosecuted for such offence, but such person shall not be detained without warrant of arrest for more than twelve hours.

36. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.